



Défense des Enfants

DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DEI-BELGIQUE

Jean-Pierre Bartholomé pour la partie francophone et Geert Cappelaere pour la partie flamande furent les fondateurs de DEI- Belgique. Après quinze années de travail au sein de l'administration de l'Aide et la protection de la jeunesse en Belgique francophone, il crée en 1980 les premiers Services droit des jeunes (qui existent dans les principales villes de la Communauté française) et, dans la foulée, fonde le «Journal du droit des jeunes», publié par l'asbl «Jeunesse et droit» depuis plus de trente ans. Par la suite, il a exercé en France en lançant dès 1992 la version française Journal du droit des jeunes et diverses publications sur le droit des jeunes et en organisant des formations.

Anne-Sophie Charles est psychologue et thérapeute familiale. Elle travaille dans l'unité de chirurgie et transplantation hépatique pédiatriques aux Cliniques universitaires Saint-Luc, ainsi qu'en cabinet privé. Elle est quotidiennement en contact avec de nombreux enfants et leurs familles issues de cultures variées. Elle s'est en outre intéressée à la problématique des enfants en centres fermés.

Marie Charles est juriste (UCL 2006), spécialisée en droits humains (Pise, 2008). Elle est actuellement conseillère juridique à la Ligue des droits de l'Homme. Ses premières expériences professionnelles, c'est auprès du réseau de Défense des Enfants International qu'elle les a réalisées, en effectuant un stage au sein de la section belge et ensuite sierra-léonaise.

Aurore Dachy (Secrétaire) est diplômée en criminologie ainsi qu'en sociologie à l'ULB. Elle a ensuite complété sa formation avec un certificat interdisciplinaire en droits de l'enfant. Par la suite, elle a réalisé un stage auprès de DEI-Belgique. Son parcours professionnel croise à la fois les domaines universitaire, scientifique et associatif. Elle a, en effet, collaboré auprès de la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant, de l'ULg et de l'Institut national de criminalistique et de criminologie, principalement dans les thématiques des droits de l'enfant et de la justice restauratrice. Elle est actuellement chercheuse au sein de l'Office de la naissance et de l'enfance.

Hélène Eggen est juriste et criminologue de formation. Travailleuse sociale de rue depuis 2007 à l'AMO Dynamo (service d'aide à la jeunesse en milieu ouvert agréé par la fédération Wallonie-Bruxelles). Vice-présidente de Traces de rue (fédération francophone des travailleurs sociaux de rue)".

Jacques Fierens est docteur en droit et licencié en philosophie. Il est professeur extraordinaire à l'Université de Namur, professeur à l'Université de Liège et professeur à l'Université catholique de Louvain. Il enseigne la philosophie du droit, le droit de la



Défense des Enfants

DEI-BELGIQUE

Le mouvement mondial pour les droits de l'enfant

famille, le droit de la jeunesse et le droit de l'aide sociale. Il est membre du Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant (CIDE), qui regroupe diverses ONG ainsi que des chercheurs ou enseignants de différentes universités belges. Il est membre de la Commission nationale des droits de l'enfant et membre du Conseil scientifique de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE). Il est avocat honoraire au barreau de Bruxelles, au sein duquel il a exercé pendant 36 ans.

Madeleine Genot (Présidente) est juriste (UCL 2007) et exerce comme avocate au barreau de Bruxelles. Elle a commencé sa carrière comme chargée de projets pour DEI-Belgique et notamment responsable de l'organisation de l'Assemblée générale internationale de DEI qui s'est tenue en septembre 2008 à Bruxelles. Dans le cadre de sa fonction, elle a aussi participé à la rédaction de nombreux outils pédagogiques sur les droits de l'enfant. Elle a participé à la première édition du Certificat interdisciplinaire en droits de l'enfant.

Pierre Genot (Trésorier) est directeur d'un Service de logements sociaux ; a des compétences en gestion, comptabilité et organisation associative ; de par sa fonction, il est particulièrement attentif à la question du droit au logement des enfants et familles.

Coline Remacle est diplômée en criminologie à l'ULB après avoir obtenu un diplôme de bachelier en information et communication. Elle a ensuite complété sa formation avec un master complémentaire en droits de l'Homme aux FUSL et a également suivi le Certificat interdisciplinaire en droits de l'enfant (CIDE). Elle a travaillé comme chercheuse au Centre de Recherches Criminologiques de l'ULB sur la thématique de la délinquance. Elle a travaillé quelques mois à DEI-Belgique pour ensuite devenir collaboratrice au sein du cabinet de la Ministre de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse.